

POUR LA SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN, NON À LA SURENCHÈRE SÉCURITAIRE ET RACISTE DE DARMANIN



A lors que des centaines de PalestinienNEs meurent chaque jour sous les bombes d'Israël, que l'eau et l'électricité ont été coupées dans la bande de Gaza, qu'Israël prépare une intervention au sol dans le but de déplacer 1,2 million de PalestinienNEs, la préoccupation du pouvoir en France est de protéger son allié Israël et d'interdire l'expression de la solidarité militante avec les PalestinienNEs.

Cela est cohérent avec la politique menée depuis des années par le pouvoir: immédiatement après la réélection de Macron en 2022, Gérald Darmanin a enfourché le 29e projet de loi « immigration » depuis 1980. Chaque fois plus répressif et conforme aux vues de l'extrême droite et aux besoins d'un patronat avide de main-d'œuvre corvéable dans certains secteurs, ce type de projet de loi est aussi une arme pour désigner des boucs-émissaires et mener une campagne raciste. Pour un pouvoir de plus en plus illégitime, ce texte est aussi le véhicule des ambitions présidentielles de celui qui rêve de marcher sur les pas de Sarkozy.

AGITATION PERMANENTE DU MINISTRE DE L'INTERIEUR

Tout récemment, le meurtre dans une école d'Arras et le conflit en Palestine ont été l'occasion pour le ministre de l'Intérieur de lancer une nouvelle offensive.

Gérald Darmanin a déclaré publiquement sans preuves et en l'assumant que Karim Benzema, depuis longtemps pris pour cible des réactionnaires et aujourd'hui pour son soutien aux civils palestiniens, était en lien « notoire » avec les Frères Musulmans, donc une sorte d'influenceur salafiste. Ces allégations répétées matérialisent la manière dont le pouvoir entend stigmatiser les musulmanEs, en laissant entendre leur complicité même passive avec les massacres du Hamas.

contact@npa2009.org

Dans le même temps, en établissant un lien entre la « haine du flic » et « la haine du juif », le ministre de l'Intérieur construit un ennemi intérieur, « anti-républicain » et supposément antisémite, pour discréditer tout militant de gauche dénonçant les violences policières et soutenant les droits du peuple palestinien. Et il passe du discours aux actes profondément antidémocratique : des poursuites judiciaires pour apologie du terrorisme ont été lancées contre des personnes et des groupes, dont le NPA et le secrétaire de l'UD CGT du Nord.

AUTO-PROMOTION DE LA LOI IMMIGRATION

Enfin, Darmanin a développé un argumentaire laissant penser, là encore au mépris des faits, que sa « loi immigration » aurait permis d'éviter l'attentat d'Arras puisque le coupable, de nationalité étrangère, aurait été expulsé avant de pouvoir passer à l'acte. Or, comme le relève Mediapart : « sur les 130 individus condamnés en France dans des affaires de djihadisme [...], 90 sont Français, 29 binationaux et seulement 11 étrangers (l'auteur ne précise pas s'ils sont en situation irrégulière) ».

Ainsi, depuis l'attaque du Hamas contre des civils israéliens le 7 octobre, le pouvoir a laissé se faire des amalgames dans lesquels ses adversaires sont à la fois des islamistes (ou leurs soutiens), des terroristes (ou leurs soutiens), et des antisémites. À cette offensive nous répondons que le soutien au peuple palestinien, le refus des lois racistes et de la récupération islamophobe des attentats ne s'éteindra pas. Ni sous les fake news, ni sous les anathèmes, ni sous la répression judiciaire.



Mardi 24 octobre 2023

l'Anticapitaliste
lanticapitaliste.org — hebdo mensuel émission